



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## **Solidarités - Plateforme Handi'Cap Logement 34 - Attribution de subvention à l'association APF France Handicap 34 pour l'année 2023 - Convention - Autorisation de signature**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'accès au logement est un enjeu sociétal majeur et un droit universel. La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a permis de réaffirmer le droit des personnes handicapées de bénéficier d'adaptations pour pouvoir vivre décemment. Aussi, les bâtiments d'habitation neufs et leurs abords doivent être construits et aménagés de façon à être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap.

Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment d'habitation collectif ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer et de communiquer. Selon le Code de la construction et de l'habitation, les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

APF France Handicap – délégation Gard-Hérault, et Habitat Social en Occitanie, association régionale des organismes d'habitat social, ont réalisé auprès des bailleurs sociaux le recensement des logements accessibles dans le parc locatif social. Ce partenariat a également permis la production d'un guide de préconisations pour « *l'Accessibilité des Bâtiments d'Habitat Collectif* » destiné à améliorer l'offre en faveur des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

C'est dans ce cadre que le projet de plateforme « *Handi'Cap Logement 34* » a été initié par APF France Handicap – délégation Gard-Hérault, en fédérant un ensemble de partenaires impliqués dans l'amélioration de l'habitat et, en particulier, de celui des personnes en situation de handicap : les organismes d'habitat social œuvrant sur le territoire du Département de l'Hérault (principaux financeurs), des fondations et des collectivités territoriales. L'objectif de cette plateforme est de fluidifier le parcours résidentiel des personnes handicapées dans le parc social.

La plateforme numérique « *Handi'Cap Logement 34* » permettra d'orienter les demandeurs en situation de handicap, de partager le recensement des logements sociaux accessibles, et de promouvoir le guide des préconisations pour « *l'Accessibilité des Bâtiments d'Habitat Collectif* ». Cette plateforme est également un outil partagé destiné aux professionnels (bailleurs sociaux, réservataires, travailleurs sociaux), via des accès dédiés, afin d'apporter une meilleure réponse aux besoins exprimés par les demandeurs de logements sociaux et les locataires du parc social en situation de handicap, en travaillant sur le rapprochement de l'offre et la demande en matière de logements sociaux accessibles/adaptés. Pour cela, des ergothérapeutes seront mobilisés via la plateforme tant au niveau de la qualification de la demande, permettant d'étudier la possibilité d'adapter le logement actuel de la personne, qu'au moment de la recherche de candidat pour un logement afin s'assurer de son adaptation au handicap du demandeur.

Cette plateforme permettra ainsi de faciliter la mise en œuvre de l'article 91 de la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale du 21 février 2022 (loi 3DS) qui reconnaît l'inadaptation d'un logement à un handicap reconnu comme critère d'éligibilité au Droit au Logement Opposable (DALO).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, 9% des demandeurs de logements sociaux de Montpellier Méditerranée Métropole déclaraient comme 1<sup>er</sup> motif de leur demande avoir un logement inadapté à un handicap, soit plus de 2 700 demandeurs. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer à la création de Plateforme Handi'Cap Logement 34, au côté APF France Handicap et des bailleurs sociaux, afin de répondre aux

besoins des demandeurs de logements sociaux du territoire ; il est proposé l'attribution d'un concours financier de 4 000 € pour l'année 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 4 000 € à l'Association France Handicap, délégation Gard-Hérault, pour le dispositif Handi'Cap Logement 34 au titre de l'année 2023, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'APF France Handicap ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236045-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet CONVENTION Handi'Cap 34.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.